

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE,  
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE  
ET COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/30098]

29 NOVEMBRE 2018. — Accord de coopération entre la Communauté française, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à l'usage partagé de la plate-forme électronique sécurisée de commande de vaccins et de registre vaccinal

Vu les articles 128, 130 et 135 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 60, 63, et 68;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment les articles 4, § 2, et 55bis, modifiés par les lois des 18 juillet 1990 et 5 mai 1993;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "ONE", notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 novembre 2013 portant approbation du contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, modifié par ses avenants n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12;

Considérant que la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat a transféré toute initiative en matière de médecine préventive aux Communautés, en ce compris les mesures relatives à la politique vaccinale;

Considérant que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en tant qu'organisme d'intérêt public (OIP), est responsable de la gestion et de la mise en œuvre du programme de vaccination à destination des enfants francophones de 0 à 20 ans ainsi qu'aux femmes enceintes, pour ce qui concerne la coqueluche, au sein de la Communauté française, lequel se base sur les recommandations formulées par la section « vaccinations » du Conseil supérieur de la Santé mis en place auprès du Service public fédéral Santé publique;

Considérant que, dans ce cadre, l'Office de la Naissance et de l'Enfance assure la collecte des commandes de vaccins émises par plusieurs catégories de vaccinateurs ainsi que la centralisation des vaccinations réalisées par ceux-ci;

Considérant que la Commission communautaire commune est également responsable de la gestion et de la mise en œuvre d'un programme de vaccination à destination des enfants francophones résidant en Région de Bruxelles-Capitale de 0 à 20 ans ainsi qu'aux femmes enceintes francophones, pour ce qui concerne la coqueluche, suivis par des vaccinateurs relevant du bicommunautaire, lequel se base sur les recommandations formulées par la section « vaccinations » du Conseil supérieur de la Santé mis en place auprès du Service public fédéral Santé publique;

Considérant que la Communauté germanophone est également responsable de la gestion et de la mise en œuvre d'un programme de vaccination à destination des enfants résidant en région de langue allemande de 0 à 20 ans ainsi qu'aux femmes enceintes, pour ce qui concerne la coqueluche, au sein de la Communauté Germanophone, lequel se base sur les recommandations formulées par la section « vaccinations » du Conseil supérieur de la Santé mis en place auprès du Service public fédéral Santé publique;

Considérant que les programmes de vaccination de l'Office de la Naissance et de l'Enfant, de la Commission communautaire commune et de la Communauté germanophone sont identiques;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président et de la Ministre de l'Enfance;

La Communauté germanophone, représentée par le Ministre-Président et le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales;

La Commission communautaire commune, représentée par le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune et les Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de la Santé;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent accord concerne, d'une part, des compétences de la Communauté française, dévolues à l'Office de la Naissance et de l'Enfance, et de la Communauté germanophone visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, d'autre part, des compétences de la Commission communautaire commune visées l'article 63, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

**Art. 2.** Afin d'assurer la collecte des commandes de vaccins émanant des différentes catégories de vaccinateurs concernés par la mise en œuvre de la politique vaccinale, et de centraliser les vaccinations réalisées, l'Office de la Naissance et de l'Enfance assure le développement et la maintenance d'une plate-forme électronique sécurisée accessible à distance. La dénomination actuelle de cette plate-forme est « E-VAX ».

S'agissant du programme de la Communauté française, ces catégories de vaccinateurs sont les suivantes :

- les professionnels de la santé actifs en pratique médicale isolée ou de groupe qui exercent leur profession sur le territoire de la Région wallonne de langue française;

- les institutions hospitalières présentes sur le territoire de la Région wallonne de langue française;

- les institutions hospitalières universitaires francophones présentes sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

- les centres de vaccination qui relèvent d'une autorisation ou d'un agrément de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ou qui sont directement organisés par lui, à l'instar des consultations pour enfants, des Services de Promotion de la Santé à l'École ou des Milieux d'Accueil de la Petite Enfance;

- les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française et remplissant les missions de Promotion de la Santé à l'École.

En vertu du présent accord, l'Office de la Naissance et de l'Enfance met à la disposition des vaccinateurs sans contrepartie financière relevant des catégories auxquelles s'adressent la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, la plate-forme électronique susmentionnée permettant la collecte des commandes de vaccins et la tenue d'un registre vaccinal centralisé.

Par catégories de vaccinateurs pour la Commission communautaire, il faut entendre :

- les professionnels de la santé actifs en pratique médicale isolée ou de groupe qui exercent leur profession sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- les institutions hospitalières présentes sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion des hôpitaux universitaires;

Par catégories de vaccinateurs pour la Communauté germanophone, il faut entendre :

- les professionnels de la santé actifs en pratique médicale isolée ou de groupe qui exercent leur profession en région de langue allemande;
- les institutions hospitalières en région de langue allemande;
- Kaleido-Ostbelgien (Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen), qui organise les vaccinations selon leur mission dans le cadre des soins de santé préventifs pour les enfants et les adolescents.

La Communauté germanophone et la Commission communautaire commune sont, dès lors, dispensées d'assurer elles-mêmes le développement et la maintenance d'un outil similaire à celui de l'Office de la Naissance et de l'Enfance tel que décrit à l'alinéa 1.

Chacune des parties coopérantes peut laisser ou non aux vaccinateurs qui relèvent de ses compétences le libre choix d'utiliser ou non la plate-forme électronique.

Pour les vaccinateurs qui n'ont pas recours à l'usage de la plate-forme, l'Office de la Naissance et de l'Enfance leur permet, avec l'accord de la partie contractante concernée, de commander des vaccins du programme de vaccination en lui adressant à la place des formulaires de commande au format papier.

**Art. 3.** Le programme de vaccination de l'Office de la Naissance et de l'Enfance porte actuellement sur la fourniture de vaccins destinés à protéger les enfants et les adolescents contre la poliomyélite, la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la rougeole, la rubéole, les oreillons, l'hépatite B, les infections par le virus du papillome humain ainsi que les maladies invasives à *Haemophilus influenzae* B, le pneumocoque et le méningocoque C, ainsi que, pour les femmes enceintes, contre la coqueluche.

Les programmes de vaccination respectifs de la Communauté germanophone et de la Commission communautaire commune portent actuellement sur la fourniture de vaccins couvrant des pathologies identiques à celles mentionnées à l'alinéa premier.

Le partage de la plate-forme électronique concernée ne vaut que pour les vaccinations mentionnées à l'alinéa premier.

Par dérogation à l'alinéa 3, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone et le Collège réuni de la Commission communautaire commune peuvent élargir la liste des vaccins visée au présent article par l'adoption d'un accord de coopération complémentaire. Ces vaccins doivent s'inscrire en cohérence avec les recommandations formulées par le Conseil supérieur de la Santé.

**Art. 4.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance récolte pour son compte et pour celui des autres parties les commandes de vaccins visés à l'article 3, et les transfère auprès des tiers en charge de leur distribution.

La Communauté germanophone et la Commission communautaire commune restent par ailleurs pleinement responsables de la passation et de l'exécution de leurs contrats de fournitures de vaccins.

Les parties à l'accord ne peuvent être tenues responsable solidairement des défauts d'exécution par une autre partie de ses obligations découlant du présent accord ou des contrats conclus avec les tiers en charge de la distribution des vaccins.

**Art. 5.** Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de sa signature par les parties contractantes.

Fait à Bruxelles, le 29 novembre 2018, en trois exemplaires originaux en français, néerlandais et en allemand.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,  
O. PAASCH

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,  
A. ANTONIADIS

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,  
R. VERVOORT

Les membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune,  
compétents pour la Politique de Santé,

## ÜBERSETZUNG

**MINISTERIUM DER FRANZÖSISCHE GEMEINSCHAFT,  
MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT  
UND GEMEINSAME GEMEINSCHAFTSKOMMISSION VON BRÜSSEL-HAUPTSTADT**

[C – 2019/30098]

**29. NOVEMBER 2018 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur gemeinsamen Nutzung der gesicherten elektronischen Plattform für Bestellungen von Impfstoffen und führung eines Impfreisters**

Aufgrund der Artikel 128, 130 und 135 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 92*bis* § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, vor insbesondere Artikel 60, 63 und 68;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere Artikel 4 § 2 und 55*bis*, abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1990 und vom 5. Mai 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 17. Juli 2002 zur Reform des Office de la Naissance et de l'Enfance, abgekürzt „ONE“, vor allem Artikel 2;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 14. November 2013 zur Genehmigung des Geschäftsführungsvertrags des Office de la Naissance et de l'Enfance, abgeändert durch die Änderungsverträge 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 und 12;

In Erwägung, dass das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform sämtliche Initiativen zur Präventivmedizin den Gemeinschaften übertragen hat, einschließlich der Maßnahmen zur Impfpolitik;

In Erwägung, dass das Office de la Naissance et de l'Enfance als Einrichtung öffentlichen Interesses für die Verwaltung und Umsetzung des Impfprogramms für französischsprachige Kinder von 0 bis 20 Jahren und Schwangere bezüglich Keuchhusten innerhalb der Föderation Wallonie-Brüssel verantwortlich ist, Impfprogramm, welches auf den von der Abteilung „Impfungen“ des Hohen Gesundheitsrats des Föderalen öffentlichen Dienstes für Volks Gesundheit formulierten Empfehlungen beruht;

In Erwägung, dass das Office de la Naissance et de l'Enfance in diesem Rahmen die Erhebung der Impfstoffbestellungen der verschiedenen Impfpärzte und die Zentralisierung der von diesen Impfpärzten durchgeführten Impfungen sicherstellt;

In Erwägung, dass die Gemeinsame Gemeinschaftskommission ebenfalls für die Verwaltung und Umsetzung des Impfprogramms für die von Impfpärzten der zwei Gemeinschaften begleiteten französischsprachigen Kinder von 0 bis 20 Jahren und Schwangeren bezüglich Keuchhusten innerhalb der Region Brüssel-Hauptstadt verantwortlich ist, Impfprogramm, welches auf den von der Abteilung „Impfungen“ des Hohen Gesundheitsrats des Föderalen öffentlichen Dienstes für Volks Gesundheit formulierten Empfehlungen beruht;

In Erwägung, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft ebenfalls für die Verwaltung und Umsetzung des Impfprogramms für Kinder aus dem deutschen Sprachgebiet von 0 bis 20 Jahren und Schwangere bezüglich Keuchhusten innerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft verantwortlich ist, Impfprogramm, welches auf den von der Abteilung „Impfungen“ des Hohen Gesundheitsrats des Föderalen öffentlichen Dienstes für Volks Gesundheit formulierten Empfehlungen beruht;

In Erwägung, dass die Impfprogramme des Office de la Naissance et de l'Enfance, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft identisch sind;

Haben die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten und ihren Minister für Jugend; die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und den Minister für Familie, Gesundheit und Soziales;

die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, vertreten durch den Vorsitzenden des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und die Mitglieder des Vereinigten Kollegiums, zuständig für die Gesundheitspolitik;

nachfolgend als „Vertragspartner“ bezeichnet;

Folgendes vereinbart:

**Artikel 1** - Das vorliegende Abkommen betrifft einerseits die Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft, die dem Office de la Naissance et de l'Enfance übertragen wurden, und Zuständigkeiten der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die in Artikel 5 § 1 I, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen angeführt werden, und andererseits Zuständigkeiten der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, die in Artikel 63 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen aufgeführt sind.

**Art. 2** - Um die Erhebung der Impfstoffbestellungen seitens der verschiedenen Kategorien der von der Durchführung der Impfpolitik betroffenen Impfpärzte sicherzustellen und um die durchgeführten Impfungen zu zentralisieren, sorgt das Office de la Naissance et de l'Enfance für die Entwicklung und die Instandhaltung einer sicheren und einfach zugänglichen elektronischen Plattform. Der gegenwärtige Name dieser Plattform ist „E-VAX“.

Bei diesem Programm der Föderation Wallonie-Brüssel gibt es die folgenden Kategorien von Impfpärzten:

- in Einzel- oder Gruppenarztpraxen tätige Gesundheitsfachkräfte, die ihren Beruf im Gebiet der französischsprachigen wallonischen Region ausüben;

- die Krankenhäuser, die sich im Gebiet der französischsprachigen wallonischen Region befinden;

- die französischsprachigen Universitätskrankenhäuser, die sich im Gebiet der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt befinden;

- die vom Office de la Naissance et de l'Enfance genehmigten oder zugelassenen oder direkt von ihm geführten Impfstellen, wie z.B. die Sprechstunden für Kinder, die Gesundheitsförderung in der Schule oder die Betreuungsstätten für Kleinkinder;

- die von der Föderation Wallonie-Brüssel organisierten psycho-medizinisch-sozialen Zentren, die mit der Gesundheitsförderung an den Schulen beauftragt sind.

Aufgrund des vorliegenden Abkommens stellt das Office de la Naissance et de l'Enfance den Impfähzten der Kategorien, an die sich die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission richten, ohne finanzielle Gegenleistung die vorangehend erwähnte elektronische Plattform zur Verfügung, die die Erhebung der Impfstoffbestellungen und die Führung eines zentralen Impfreisters ermöglicht;

Die Kategorien der Impfähzten für die Gemeinschaftskommission sind:

- in Einzel- oder Gruppenarztpraxen tätige Gesundheitsfachkräfte, die ihren Beruf im zweisprachigen Gebiet Region Brüssel-Hauptstadt ausüben;
- die französischsprachigen Krankenhäuser, die sich im Gebiet der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt befinden, mit Ausnahme der Universitätskrankenhäuser;

Die Kategorien der Impfähzten für die Deutschsprachige Gemeinschaft sind:

- in Einzel- oder Gruppenarztpraxen tätige Gesundheitsfachkräfte, die ihren Beruf im deutschen Sprachgebiet ausüben;
- die Krankenhäuser, die sich im deutschen Sprachgebiet befinden;
- Kaleido-Ostbelgien (Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen), das, seinem Auftrag entsprechend, im Rahmen der Gesundheitsvorsorge für Kinder und Jugendliche Impfungen durchführt.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission sind daher von der Entwicklung und Instandhaltung eines Instruments, welches dem des Office de la Naissance et de l'Enfance wie unter Absatz 1 beschrieben ähnlich ist, befreit.

Jede der Vertragsparteien kann den unter ihre Zuständigkeit fallenden Impfähzten die Nutzung der elektronischen Plattform freistellen oder nicht.

Die Impfähzten, die die Plattform nicht nutzen, erhalten vom Office de la Naissance et de l'Enfance die Möglichkeit, mit der Zustimmung der jeweils betroffenen Vertragspartei, Impfstoffe aus dem Impfprogramm stattdessen über ein Formular in Papierform zu bestellen.

**Art. 3** - Das Impfprogramm des Office de la Naissance et de l'Enfance beinhaltet gegenwärtig die Beschaffung von Impfstoffen für Kinder und Jugendliche, um diese vor Poliomyelitis, Diphtherie, Keuchhusten, Tetanus, Masern, Röteln, Mumps, Hepatitis B, Infektionen durch den humanen Papillomavirus sowie invasive Erkrankungen durch Haemophilus Influenzae Typ B, Pneumokokken und Meningokokken C, sowie für Schwangere, um diese vor Keuchhusten zu schützen.

Die jeweiligen Impfprogramme der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission decken gegenwärtig die Beschaffung der Impfstoffe gegen die in Absatz 1 aufgeführten Pathologien ab.

Die gemeinsame Nutzung der genannten elektronischen Plattform gilt nur für die unter Absatz 1 aufgeführten Impfungen.

Unter Abweichung von Absatz 3 können die Regierung der Französischen Gemeinschaft, die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und das Vereinigte Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission die Liste der in diesem Artikel aufgeführten Impfstoffe durch die Verabschiedung einer ergänzenden Zusammenarbeitsabkommens erweitern. Diese Impfstoffe müssen den Empfehlungen des Hohen Gesundheitsrats entsprechen.

**Art. 4** - Das Office de la Naissance et de l'Enfance trägt die unter Artikel 3 aufgeführten Impfstoffbestellungen für sich und die anderen Parteien zusammen und leitet sie an die für den Vertrieb verantwortlichen Dritten weiter.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission haften nach wie vor voll und ganz für die Vergabe und Erfüllung ihrer Lieferverträge für Impfstoffe.

Die Vertragsparteien haften nicht solidarisch für die Nichteinhaltung der aus diesem Abkommen oder aus den Verträgen mit Dritten, die mit dem Vertrieb der Impfstoffe beauftragt sind, hervorgehenden Verpflichtungen einer anderen Partei.

**Art. 5** - Dieses Zusammenarbeitsabkommen tritt am Tag der Unterzeichnung durch die Vertragsparteien in Kraft.

Geschehen zu Brüssel, am 29. November 2018, in drei Originalausfertigungen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache.

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident  
R. DEMOTTE

Die Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin für Kultur und Jugend  
A. GREOLI

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident  
O.r PAASCH

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales  
A. ANTONIADIS

Für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission:

Der Vorsitzende des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission  
R. VERVOORT

Die für die Gesundheitspolitik zuständigen Mitglieder des Vereinigten Kollegiums  
der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission



## VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP,  
MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP  
EN GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD**

[C - 2019/30098]

**29 NOVEMBER 2018. — Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het gedeelde gebruik van het beveiligde elektronische platform voor de bestelling van vaccins en voor vaccinregistratie**

Gelet op de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op het artikel 92bis, § 1, ingevoegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op de artikelen 60, 63 en 68;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 4, § 2 en 55bis, gewijzigd door de wetten van 18 juli 1990 en 5 mei 1993;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", inzonderheid op het artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 november 2013 tot goedkeuring van de beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gewijzigd door zijn bijakten nr. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 en 12;

Overwegende dat de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming alle initiatieven inzake preventieve gezondheidszorg heeft overgedragen naar de Gemeenschappen, met inbegrip van de maatregelen betreffende het vaccinatiebeleid;

Overwegende dat de "Office de la Naissance et de l'Enfance" als instelling van openbaar nut (ION) verantwoordelijk is voor het beheer en de implementering van het vaccinatieprogramma gericht op Franstalige kinderen van 0 tot 20 jaar en zwangere vrouwen, voor wat kinkhoest betreft, in de Franse Gemeenschap, dat gebaseerd is op de aanbevelingen geformuleerd door de afdeling "vaccinaties" van de Hoge Gezondheidsraad die opgericht werd bij het Federale Overheidsdienst Volksgezondheid;

Overwegende dat in dit kader de "Office de la Naissance et de l'Enfance" verantwoordelijk is voor de verzameling van de bestellingen van vaccins geplaatst door verschillende categorieën vaccinateurs en de centralisering van de door hen uitgevoerde vaccinaties;

Overwegende dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ook verantwoordelijk is voor het beheer en de implementering van een vaccinatieprogramma gericht op Franstalige kinderen van 0 tot 20 jaar die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonen en Franstalige zwangere vrouwen, voor wat kinkhoest betreft, opgevolgd door bicommunautaire vaccinateurs, dat gebaseerd is op de aanbevelingen geformuleerd door de afdeling "vaccinaties" van de Hoge Gezondheidsraad die opgericht werd bij het Federale Overheidsdienst Volksgezondheid;

Overwegende dat de Duitstalige Gemeenschap ook verantwoordelijk is voor het beheer en de implementering van een vaccinatieprogramma gericht op kinderen van 0 tot 20 jaar die in het Duitse taalgebied wonen en zwangere vrouwen, voor wat kinkhoest betreft, in de Franse Gemeenschap, dat gebaseerd is op de aanbevelingen geformuleerd door de afdeling "vaccinaties" van de Hoge Gezondheidsraad die opgericht werd bij het Federale Overheidsdienst Volksgezondheid;

Overwegende dat de vaccinatieprogramma's van de "Office de la Naissance et de l'Enfant", de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap identiek zijn;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President en haar Minister bevoegd voor Kinderwelzijn;

de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Minister-President en de Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid;

Hierna "de partijen" genoemd;

Zijn overeengekomen wat volgt :

**Artikel 1.** Deze overeenkomst heeft betrekking op enerzijds de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap toegewezen aan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" en van de Duitstalige Gemeenschap zoals bedoeld in artikel 5, § 1, I van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en anderzijds de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap zoals bedoeld in artikel 63, eerste lid van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen.

**Art. 2.** Om de verzameling van de bestellingen van vaccins door de verschillende categorieën vaccinateurs die betrokken zijn bij de implementering van het vaccinatiebeleid te waarborgen en de uitgevoerde vaccinaties te centraliseren, is de "Office de la Naissance et de l'Enfance" verantwoordelijk voor de uitbouw en het onderhoud van een op afstand bereikbaar beveiligd elektronisch platform. De huidige naam van dit platform is "E-VAX".

Aangezien het een programma van de Franse Gemeenschap betreft, zijn die categorieën vaccinateurs de volgende:

- de zorgverleners actief in een individuele medische praktijk of medische groepspraktijk die hun beroep uitoefenen in het Franse taalgebied van het Waals Gewest;
- de verzorgingsinstellingen aanwezig in het Franse taalgebied van het Waals Gewest;
- de universitaire verzorgingsinstellingen aanwezig in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- de vaccinatiecentra met een vergunning of erkenning van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" of die er rechtstreeks door georganiseerd worden in navolging van de raadplegingen voor kinderen, de diensten voor gezondheids promotie op school of de opvangvoorzieningen voor het jonge kind;
- De psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap die de opdrachten van gezondheids promotie op school vullen.

Krachtens deze overeenkomst stelt de "Office de la Naissance et de l'Enfance" het bovenvermelde elektronische platform, dat het mogelijk maakt de bestellingen van vaccins te verzamelen en een gecentraliseerd vaccinatieregister bij te houden, kosteloos ter beschikking van de vaccinateurs behorend tot de categorieën waartoe de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zich richten.

Onder categorieën vaccinateurs voor de Gemeenschapscommissie moet men het volgende verstaan:

- de zorgverleners actief in een individuele medische praktijk of medische groepspraktijk die hun beroep uitoefenen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- de verzorgingsinstellingen aanwezig in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, met uitzondering van de universitaire ziekenhuizen;

Onder categorieën vaccinateurs voor de Duitstalige Gemeenschap moet men het volgende verstaan:

- de zorgverleners actief in een individuele medische praktijk of medische groepspraktijk die hun beroep uitoefenen in het Duitse taalgebied;
- de verzorgingsinstellingen aanwezig in het Duitse taalgebied;
- Kaleido-Ostbelgië (Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen), dat de vaccinaties organiseert volgens hun opdracht in het kader van preventieve gezondheidszorg voor kinderen en adolescenten.

De Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie moeten bijgevolg niet zelf zorgen voor de uitbouw en het onderhoud van een gelijksoortige tool aan die van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" zoals beschreven in het eerste lid.

Elk van de samenwerkende partijen kan de vaccinateurs die onder haar bevoegdheden valt al dan niet de vrije keuze laten om het elektronische platform al dan niet te gebruiken.

Voor wie het platform niet kan gebruiken, laat de "Office de la Naissance et de l'Enfance" hen toe om, mits instemming van de desbetreffende contracterende partij, in plaats daarvan vaccins uit het vaccinatieprogramma te bestellen door de "Office" papieren bestelformulieren op te sturen.

**Art. 3.** Het vaccinatieprogramma van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" heeft momenteel betrekking op de verstrekking van vaccins om kinderen en adolescenten te beschermen tegen kinderverlamming, difterie, kinkhoest, tetanus, mazelen, rode hond, de bof, hepatitis B, infecties veroorzaakt door het humaan papillomavirus alsook invasieve ziekten veroorzaakt door haemophilus influenzae B, de pneumokok en de meningokok C en, voor zwangere vrouwen, tegen kinkhoest.

De respectieve vaccinatieprogramma's van de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie hebben momenteel betrekking op de verstrekking van vaccins tegen dezelfde ziektebeelden als vermeld in het eerste lid.

Het gedeelde gebruik van het desbetreffende elektronische platform geldt enkel voor de in het eerste lid vermelde vaccinaties.

In afwijking van het derde lid van dit artikel kunnen de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van de Duitstalige Gemeenschap en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de in dit artikel vermelde lijst met vaccins uitbreiden door een aanvullende samenwerkingsovereenkomst in de zin van artikel 92bis, § 1, derde lid van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen goed te keuren. Deze vaccins moeten samenhangend zijn met de aanbevelingen geformuleerd door de Hoge Gezondheidsraad.

**Art. 4.** De "Office de la Naissance et de l'Enfance" verzamelt voor zijn eigen rekening en voor die van de andere partijen de bestellingen van vaccins zoals bedoeld in artikel 3 en bezorgt ze aan de derde partijen die verantwoordelijk zijn voor de verdeling ervan.

De Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie blijven overigens volledig verantwoordelijk voor het sluiten en uitvoeren van hun overeenkomsten voor de levering van vaccins.

De partijen kunnen niet hoofdelijk aansprakelijk worden gesteld voor de uitvoeringsgebreken door een andere partij van haar verplichtingen die voortvloeien uit deze overeenkomst of uit overeenkomsten gesloten met de derde partijen die verantwoordelijk zijn voor de verdeling van de vaccins.

**Art. 5.** Deze samenwerkingsovereenkomst treedt in werking op de dag van ondertekening ervan door de contracterende partijen.

Gedaan te Brussel, op 29 november 2018, in drie originele exemplaren in het Frans, Nederlands en Duits.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,  
O. PAASCH

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
A. ANTONIADIS

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,  
R. VERVOORT

De leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie  
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,